



**Visite
du premier ministre Jean Chrétien
en Suède**

du 20 au 22 juin 2001

et

**participation au
Sommet Canada–Union européenne**

le 21 juin 2001

Stockholm

Cahier d'information

Canada

UNION EUROPÉENNE
CANADA 25
EUROPEAN UNION



LIBRARY E / BIBLIOTHEQUE A E



3 5036 20099759 4

DOCS

CA1 EA 2001V37 EXF

Visit to Sweden by Prime Minister
Jean Chretien June 20-22, 2001 and
Canada-European Union Summit June
21, 2001 Stockholm :

62210032



**Visite
du premier ministre Jean Chrétien
en Suède**

du 20 au 22 juin 2001

et

**participation au
Sommet Canada–Union européenne**

le 21 juin 2001

Stockholm

Cahier d'information



*Imprimé sur du
papier recyclé*



*Printed on
recycled paper*



Ministère des Affaires étrangères
et du Commerce international

Department of Foreign Affairs
and International Trade



Imprimé au Canada
Printed in Canada

Table des matières

Visite en Suède

Les relations entre le Canada et la Suède 3

Suède (fiche technique) 6

Le premier ministre de la Suède, M. Göran Persson 7

La ministre des Affaires étrangères, M^{me} Anna Lindh 8

Le ministre du Commerce et de la Coopération nordique, M. Leif Pagrotsky 9

Le Sommet Canada–Union européenne

Vingt-cinq ans de coopération entre le Canada et l'Union européenne 13

Les relations entre le Canada et l'Union européenne 14

Union européenne (fiche technique) 17

Le président de la Commission européenne, M. Romano Prodi 18

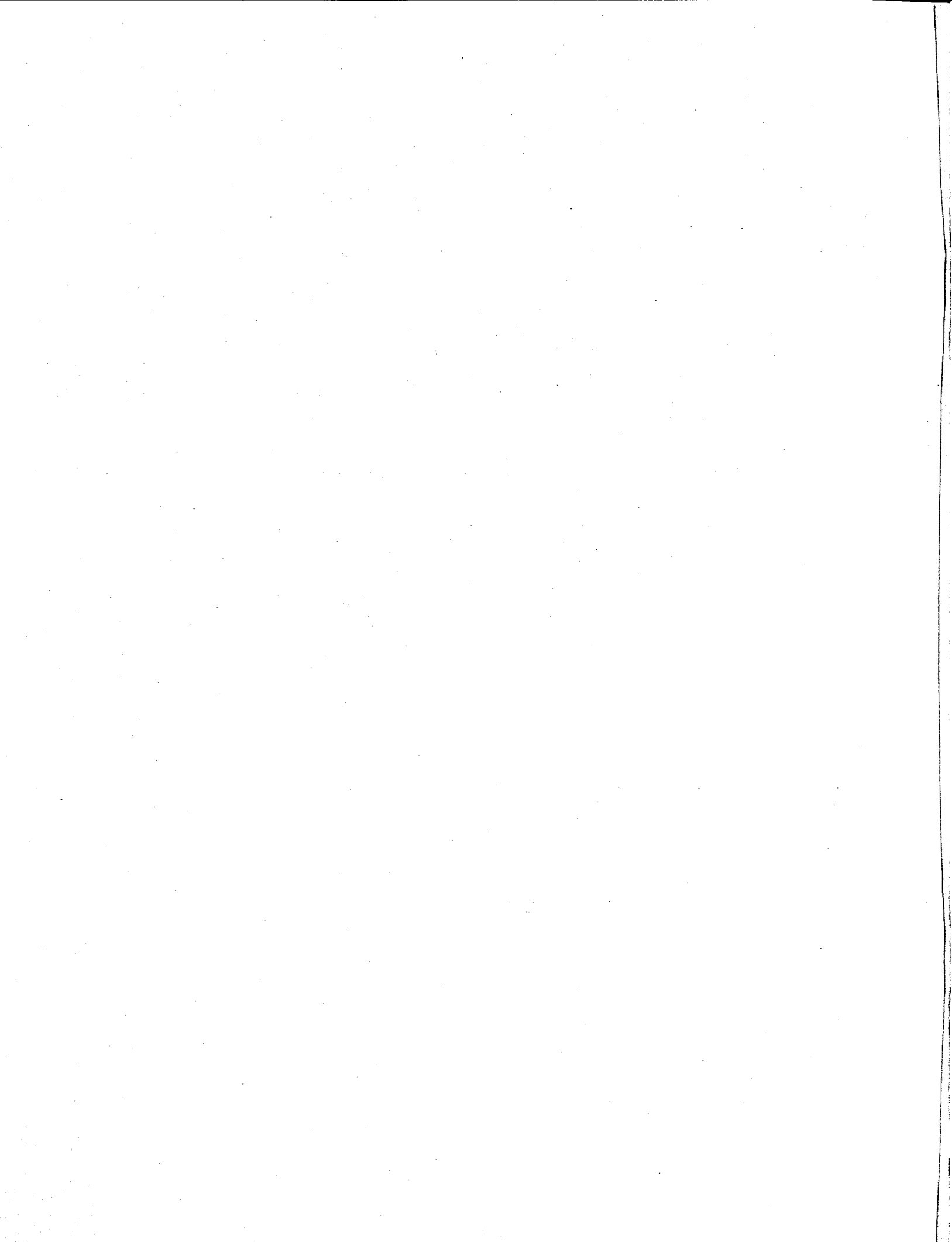
Le commissaire chargé du commerce à la Commission européenne,
M. Pascal Lamy 19

Notices biographiques canadiennes

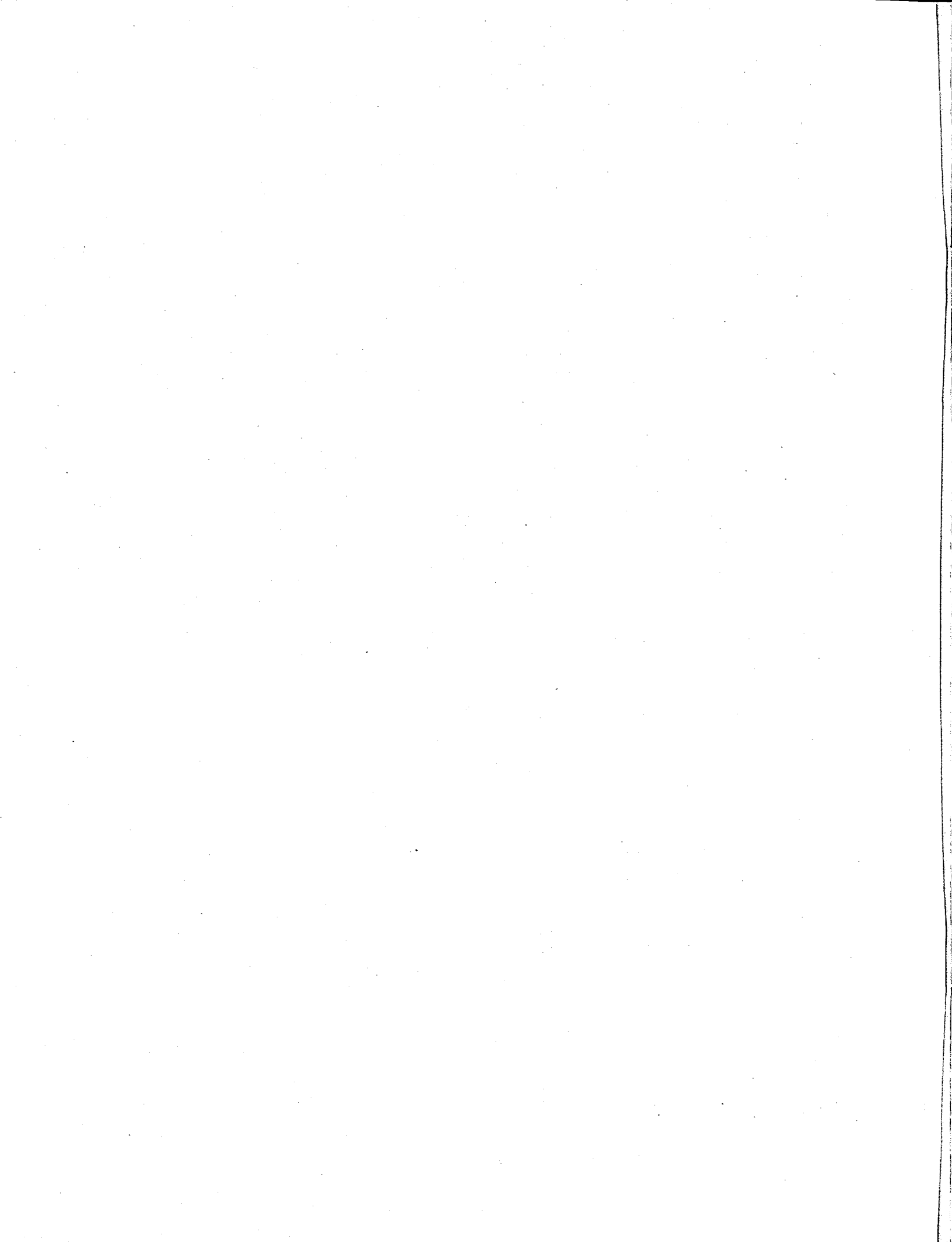
Le premier ministre du Canada, M. Jean Chrétien 23

Le ministre des Affaires étrangères, M. John Manley 24

Le ministre du Commerce international, M. Pierre Pettigrew 25



Visite en Suède



Les relations entre le Canada et la Suède

- Les relations entre le Canada et la Suède sont positives, constructives et, pour l'essentiel, exemptes de frictions. Comme les deux pays ont des perspectives communes sur le monde, ils ont des engagements similaires en faveur de la réforme de l'ONU, du maintien de la paix, de l'aide au développement, de l'assainissement de l'environnement, du développement démocratique, des droits de la personne et du nouveau programme d'action pour la sécurité humaine et la prévention des conflits.
- Dans la foulée de leur collaboration fructueuse au sujet de la Convention d'Ottawa sur l'interdiction totale des mines antipersonnel, le Canada et la Suède, de concert avec un certain nombre d'autres pays, étudient le problème de la fabrication et du commerce des armes légères.
- Le Canada et la Suède déploient des efforts en faveur de la création d'un centre de coordination pour la protection de l'enfance au sein de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe.
- En septembre 2000, le ministre suédois de la Coopération pour le développement, des Migrations et de la Politique sur l'asile a prononcé une allocution lors de la Conférence de Winnipeg sur les enfants touchés par la guerre. La ministre canadienne de la Coopération internationale a pris la parole au séminaire de l'Union européenne sur les enfants touchés par les conflits armés et les déplacements forcés, qui a eu lieu à Stockholm en mars 2001.
- Le Canada et la Suède agissent en liaison étroite au Conseil de l'Arctique, organisme international qui comprend plusieurs pays et organisations s'occupant de questions comme le développement durable et la surveillance et la préservation de l'environnement dans la région circumpolaire.
- Au recensement de 1996, un pour cent des Canadiens se sont identifiés comme étant entièrement ou partiellement d'origine ethnique suédoise.

Commerce et investissement

- Le volume des échanges commerciaux entre le Canada et la Suède est en croissance. La valeur des exportations canadiennes vers la Suède s'est élevée à 355 millions de dollars en 2000. Elles se composaient de minerai de zinc et de plomb, de machines électriques et autres machines, de bois, de pièces d'avion et de vaisseau spatial, de poissons et fruits de mer, de véhicules, d'outils et de coutellerie, et d'instruments médicaux. Pendant la même période, des exportations suédoises ont totalisé 1,8 milliard de

dollars et se composaient de machines électriques et autres machines, de produits pharmaceutiques, de véhicules, de fer et d'acier, d'instruments médicaux, d'outils et de coutellerie, de meubles, de literie et de plastique.

- En 2000, l'investissement direct suédois au Canada se situait à 2,31 milliards de dollars, plaçant ce pays au 7^e rang des pays européens et au 10^e rang mondial à ce chapitre. Cela représente une progression de plus de 250 p. 100 au cours des dix dernières années. L'investissement suédois au Canada se fait principalement dans les secteurs de l'industrie pharmaceutique, des télécommunications, des machines et des transports.
- L'investissement étranger direct en Suède en provenance du Canada a franchi pour la première fois la barre du milliard de dollars en 2000, alors qu'il était de 27 millions seulement en 1990. Cela représente le taux de croissance le plus élevé de l'investissement canadien dans un pays européen.
- Ces dernières années, le ministre de l'Industrie et le sous-ministre des Finances du Canada se sont rendus plusieurs fois en Suède, dont tout récemment en juin 2000, pour attirer l'investissement suédois au Canada et promouvoir l'accroissement des relations commerciales par l'intermédiaire de l'Association commerciale Canada-Suède (ACCS).
- L'ACCS est une organisation sans but lucratif qui fait la promotion du commerce et de l'investissement entre le Canada et la Suède. L'ACCS a débuté à Stockholm en 1995 et la première section canadienne a été fondée à Halifax, en 1996. D'autres sections ont vu le jour à Montréal et à Ottawa, et l'ACCS compte maintenant près de 200 membres et des sections en Suède à Stockholm, Göteborg, Malmö et Umeå.
- La Swedish-Canadian Chamber of Commerce, qui a son siège à Toronto, a été créée en 1965 afin d'aider les délégués commerciaux suédois à élargir leurs contacts avec des entreprises canadiennes. Elle compte 200 membres actifs : entreprises, entreprises associées, petites entreprises et particuliers.
- Le roi de Suède a fait une visite au Canada en septembre 1999 à titre de président d'honneur de l'Académie suédoise des sciences et de l'ingénierie, dans le but de se familiariser avec les secteurs technologiques canadiens d'importance primordiale, ainsi qu'avec les établissements de recherche et d'enseignement.

Relations culturelles et universitaires

- Chaque année, les visites culturelles entre le Canada et la Suède sont nombreuses et variées. En 2000, le Ballet Cullberg s'est produit à Montréal et à Ottawa, et le Real Group, un ensemble choral suédois, est allé à St. John's (Terre-Neuve).
- Des universités canadiennes et suédoises coopèrent dans le cadre de deux projets en vertu du Programme de coopération Canada-Communauté européenne en matière d'éducation et de formation. Ces projets multinationaux se concentrent sur les politiques publiques et l'éducation des enseignants.
- En 1999, la compositrice suédoise Karin Rehnqvist a accompagné un voyage de recherche conjoint Canada-Suède dans l'Arctique canadien sur le brise-glace *Odin*. Ce voyage lui a inspiré la symphonie *Arktis! Arktis!*, qui a été jouée par l'Orchestre symphonique de Winnipeg à l'occasion de l'atelier sur les sciences arctiques Canada-Suède et Union européenne, tenu à Winnipeg en mai 2001.
- L'ambassade de Suède à Ottawa et l'ambassade du Canada à Stockholm gèrent un Programme Suède-Canada d'échanges de jeunes visant les citoyens canadiens de 18 à 30 ans qui souhaitent passer des vacances de travail outre-mer.
- En octobre 2000, le Canada a remporté le Prix du défi de Stockholm dans la catégorie de la culture et du divertissement pour le Digital Collections Project. Dans le cadre de ce projet, plus de 2 300 jeunes Canadiens ont créé plus de 350 sites Web dans le domaine des ressources canadiennes destinées à l'enseignement et à l'apprentissage.

SUÈDE

Capitale : Stockholm

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

449 964 km²

Langue principale

Suédois

Principaux groupes religieux

Luthériens évangéliques (94 %),
catholiques 1,5 %

Pays environnants

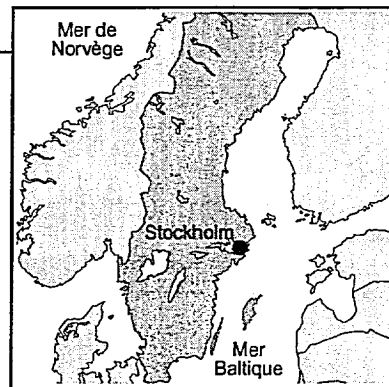
Danemark, Finlande, Norvège

Population

8,87 millions d'habitants (est.
juillet 2000)

Taux de croissance de la population

0,02 % (est. 2000)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime

Monarchie constitutionnelle

Autorité législative

Unicamérale : Chambre des députés (Riksdag);
multipartite

Dirigeants

Le roi Carl XVI Gustaf

Le premier ministre Göran Persson

Ministre des Affaires étrangères

M^{me} Anna Lindh

Ministre des Finances

M. Bosse Ringholm

Indice du développement humain de l'ONU (2000)

La Suède se classe 6^e sur 174 pays.

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB

344 milliards de dollars américains (2000)

Taux d'inflation

1,1 % (2000)

Taux de croissance du PIB

2,9 % (2000)

Taux de chômage

4,0 % (2000)

PIB par habitant

37 618 \$US (2000)

Principales exportations

Machines, véhicules motorisés, produits en papier, pâte et bois, produits en fer et en acier, produits chimiques

Principales importations

Machines, pétrole et produits du pétrole, produits chimiques, véhicules motorisés, fer et acier, denrées alimentaires, vêtements

Principales exportations vers le Canada

1,8 milliard de dollars (2000), en machines (électriques incluses), produits pharmaceutiques, véhicules, fer et acier, instruments médicaux, outils, coutellerie, meubles et literie, plastique

Principales importations en provenance du Canada

355 millions de dollars (2000), en minerai de zinc et de plomb, machines (électriques incluses), bois, pièces d'avion et de vaisseau spatial, poissons et fruits de mer, véhicules, outils et coutellerie, instruments médicaux

Représentant du Canada

M. Philippe Kirsch, Ambassadeur, Ambassade du Canada, Tegelbacken 4, 7^e étage (C.P. 16 129) Stockholm, S-103 23, Suède
Téléphone : (011-46-8) 453-3000, Télécopieur : (011-46-8) 24 24 91, Site Web : www.canadaemb.se

Juin 2001

Le premier ministre de la Suède, M. Göran Persson

M. Göran Persson est né le 20 janvier 1949 à Vingåker. Il a terminé ses études secondaires de second cycle en ingénierie et fait des études universitaires pendant plusieurs années.

M. Persson a rempli diverses fonctions au sein de la Ligue des jeunes sociaux-démocrates et de l'Association des travailleurs. Il a aussi occupé des postes d'administration dans le secteur de l'éducation.

Dans les années 70, M. Persson a effectué son service militaire, a été secrétaire de l'Association d'éducation des travailleurs à Sörmland, a été vice-président du conseil d'administration de la Caisse d'épargne d'Oppunda et a été président du conseil de l'Association coopérative des consommateurs, à Sörmland.

M. Persson a été élu député en 1979 et a obtenu son premier poste au Cabinet en 1989. Il a présidé plusieurs comités parlementaires et a siégé au sein d'un certain nombre de conseils d'administration nationaux. Il s'est joint au Comité exécutif du Parti social-démocrate en 1993 et en est devenu le président en 1996. Il a été ministre des Finances de 1994 jusqu'à son accession au poste de premier ministre en 1996.

M. Persson est marié et a deux enfants.

La ministre des Affaires étrangères, M^{me} Anna Lindh

M^{me} Anna Lindh est née le 19 juin 1957 à Enskede. Elle a obtenu un diplôme en droit de l'Université d'Uppsala en 1982.

En 1982-1983, M^{me} Lindh a été greffière du tribunal de district de Stockholm.

M^{me} Lindh a été présidente du Conseil national de la jeunesse suédoise et de la Ligue suédoise des jeunes sociaux-démocrates. Elle a été membre du Comité permanent de la fiscalité au Parlement de 1982 à 1985, et a présidé le Conseil gouvernemental des politiques sur l'alcool et les drogues de 1986 à 1990. Elle a également été présidente du Comité culturel de la Ville de Stockholm, du Théâtre de la Ville de Stockholm, ainsi que du Comité des affaires étrangères du Parti des socialistes européens.

M^{me} Lindh est membre du Comité exécutif du Parti social-démocrate depuis 1991. Elle a été ministre de l'Environnement de 1994 jusqu'à sa nomination au poste de ministre des Affaires étrangères en 1998.

M^{me} Lindh et son mari ont deux enfants.

Le ministre du Commerce et de la Coopération nordique, M. Leif Pagrotsky

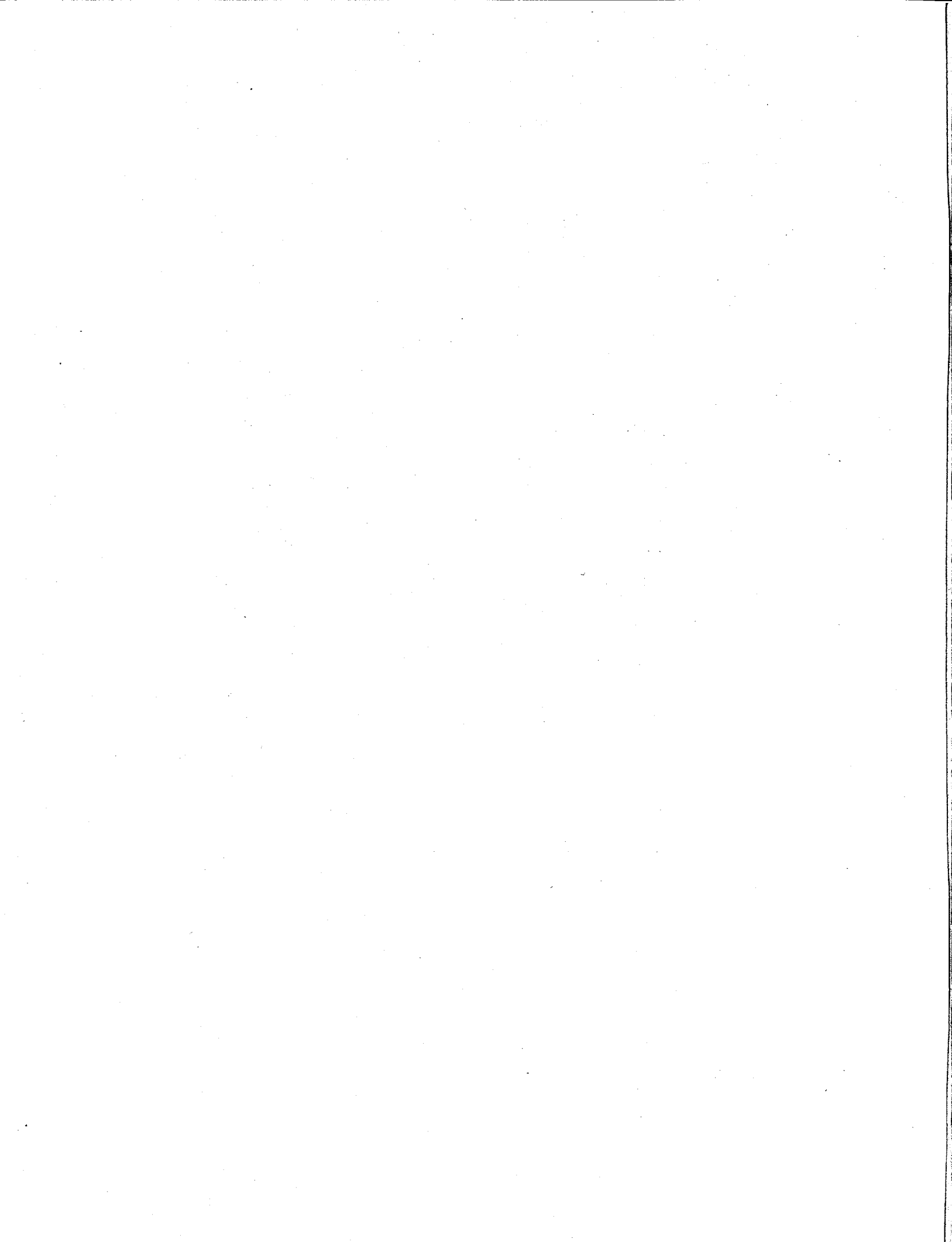
M. Leif Pagrotsky est né le 20 octobre 1951 à Göteborg. Il a obtenu en 1971 un baccalauréat ès arts de l'Université de Göteborg et a été promu en 1974 avec une maîtrise en administration des affaires et en sciences.

M. Pagrotsky a rempli des fonctions au sein de l'Organisation de coopération et de développement économiques, de la Banque européenne de l'investissement, ainsi qu'au conseil d'administration d'entreprises publiques.

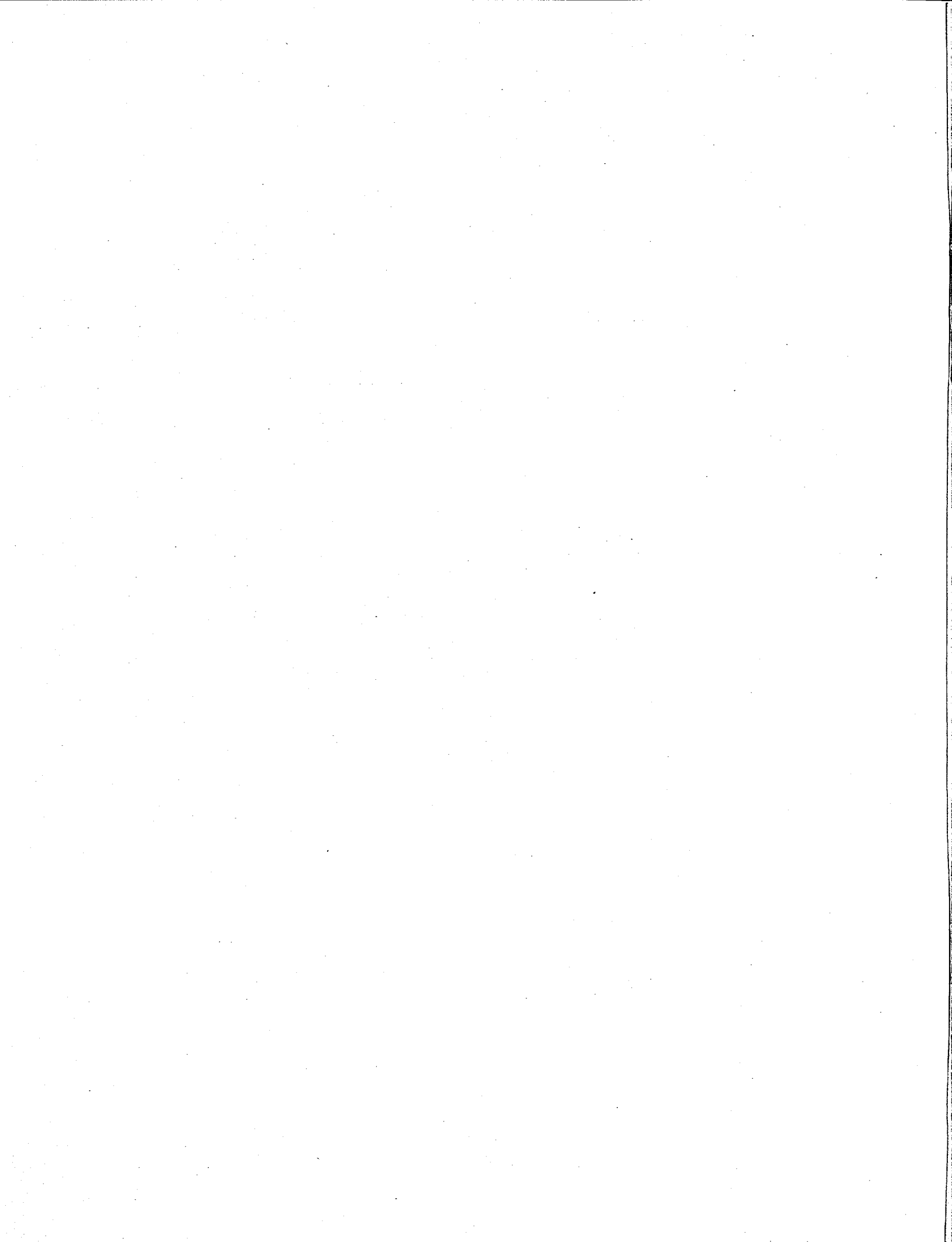
De 1977 à 1982, M. Pagrotsky a été ministre des Finances. Entre 1987 et 1996, il a été directeur au cabinet du premier ministre, ainsi que sous-secrétaire d'État au ministère des Finances.

M. Pagrotsky s'est joint au Cabinet suédois en 1996 en qualité de ministre au cabinet du premier ministre. Il a été nommé ministre du Commerce en 1997. En 1998, il est devenu ministre du Commerce et de la Coopération nordique au ministère des Affaires étrangères.

M. Pagrotsky et sa conjointe ont deux enfants.



**Le Sommet
Canada–Union européenne**



Vingt-cinq ans de coopération entre le Canada et l'Union européenne

L'an 2001 marque le 25^e anniversaire de la coopération entre le Canada et l'Union européenne (UE) entreprise en vertu d'une entente-cadre signée en 1976. On souligne cet anniversaire pendant toute l'année au moyen d'activités organisées dans les milieux culturels, universitaires et commerciaux au Canada et dans plusieurs pays membres de l'UE.

Le Canada a planifié des événements spéciaux avec la Suède et la Belgique, les deux pays qui assument successivement la présidence de l'UE en 2001. Ces activités permettent aux citoyens des deux côtés de l'Atlantique d'entretenir et de poursuivre des relations étroites et fructueuses et de promouvoir leurs valeurs communes.

L'Accord cadre de coopération commerciale et économique entre le Canada et les communautés européennes, signé en 1976, visait avant tout à promouvoir le commerce entre le Canada et la Communauté européenne. La Déclaration politique et le Plan d'action de 1996 élargissaient cette coopération aux questions de politique étrangère et de sécurité, à l'aide au développement, à l'aide humanitaire, à l'environnement, aux activités criminelles transfrontalières et aux questions de migration.

Au cours des 25 dernières années, les milieux commerciaux et politiques du Canada et de l'UE ont établi des réseaux qui seront déterminants pour la croissance du commerce et des relations politiques au cours du XXI^e siècle.

Les relations entre le Canada et l'Union européenne

- L'Union européenne (UE) compte 15 États membres : l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la Finlande, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni et la Suède.
- L'UE est le deuxième partenaire commercial du Canada et l'un de ses principaux partenaires dans le domaine de l'investissement. Elle est l'un des acteurs importants dans les dossiers politiques et socioéconomiques internationaux.
- Outre leurs liens historiques et démographiques, le Canada et l'UE partagent les mêmes valeurs politiques démocratiques. Ils collaborent étroitement à la recherche de solutions aux problèmes mondiaux et ont un même intérêt dans la libéralisation du régime commercial mondial.
- Le Canada et l'UE ont conclu des accords de coopération dans une vaste gamme de secteurs.
- Depuis la signature de la Déclaration politique commune et du Plan d'action Canada-UE en 1996, les relations déjà étroites entre les deux parties se sont renforcées. Le Canada et l'UE tiennent des consultations à différents paliers, sur des questions comme les droits de la personne et la coopération nordique ainsi que certains dossiers économiques et commerciaux.
- Les premiers ministres et les ministres du Canada et des pays membres de l'UE se rencontrent régulièrement. Le Sommet Canada-UE a lieu tous les six mois de façon à coïncider avec le changement à la présidence de l'UE.
- Lors du sommet tenu à Ottawa en décembre 2000, le premier ministre du Canada et les leaders européens ont renouvelé l'Accord Canada-UE sur l'enseignement supérieur et la formation. De plus, ils ont adopté des déclarations conjointes portant sur la défense et la sécurité, la justice et les affaires intérieures, la coopération pour l'aide au développement et, enfin, sur un projet de navigation par satellite qui émettra des signaux de positionnement global (Galileo) d'ici 2007. Lors du sommet antérieur, tenu en juin 2000 à Lisbonne, les leaders ont émis des déclarations conjointes sur la consolidation de la paix et la prévention des conflits, ainsi que sur l'Organisation mondiale du commerce.
- Sur les plans politique et technique, le Canada et l'UE examinent régulièrement des questions politiques et régionales d'intérêt commun, entre autres les droits de la personne, les armes légères, la non-

prolifération nucléaire, le Moyen-Orient, l'Afrique, l'Europe de l'Est et l'Asie centrale. Des consultations sur des questions commerciales ont également lieu tous les ans.

- Dans le domaine de la justice et des affaires intérieures, le Canada et l'UE intensifient leurs efforts dans le cadre de leur lutte commune contre la criminalité transnationale organisée, l'immigration illégale, le terrorisme et le trafic des stupéfiants.
- Le programme Canada-UE de coopération dans les domaines de l'enseignement supérieur et de la formation profite à plus de 150 établissements postsecondaires au Canada et en Europe, et à plus de 1 000 étudiants. Il facilite la mobilité des étudiants, encourage les programmes d'échange, la formation et les stages.

Commerce et investissement

- Dans le cadre de l'Initiative commerciale Canada-Union européenne (ICCU), le Canada et l'UE œuvrent à améliorer l'accès aux marchés et la coopération économique. Au nombre des dossiers à l'étude figurent la coopération dans le domaine de la réglementation, les services, les achats gouvernementaux, la propriété intellectuelle, les questions relatives à la concurrence, la coopération culturelle, les relations entre entreprises et le commerce électronique. L'ICCU prévoit en outre des consultations entre les deux parties portant sur des questions commerciales multilatérales.
- L'ICCU a créé la Table ronde Canada-Europe (CERT) à l'intention des entreprises européennes et canadiennes fortement attachées au commerce transatlantique. La CERT établit une structure qui permet aux dirigeants d'entreprise de formuler leurs points de vue sur les politiques gouvernementales qui influent sur des questions qui les intéressent. De plus, elle fait connaître à ses membres et à d'autres entreprises intéressées des débouchés commerciaux offerts dans d'autres pays.
- Dans toute relation économique importante, les irritants commerciaux sont inévitables, comme en témoignent les questions sur les organismes génétiquement modifiés, le bœuf traité aux hormones, le nématode du pin et les régies des alcools. Des efforts continuent d'être déployés afin de faire progresser ces dossiers.
- Le commerce entre le Canada et l'UE a totalité presque 56 milliards de dollars en 2000.
- Les exportations canadiennes à destination de l'UE se sont chiffrées à 19 milliards de dollars en 2000, et se composaient principalement de pâtes et papiers, de matériel de transport, de machines et d'engins mécaniques.

- Si l'on exclut les États-Unis, l'UE est systématiquement la première destination des exportations canadiennes. De plus, si l'on fait abstraction des exportations vers les États-Unis, la part des exportations canadiennes vers l'UE a compté en moyenne pour 33 p. 100 du reste des exportations canadiennes totales pour les années 1996 à 2000. En 2000, les exportations canadiennes à destination de l'UE représentaient 4,6 p. 100 des exportations totales du Canada dans le monde, qui s'élevaient à 412,2 milliards de dollars; elles représentaient 1,8 p. 100 des importations mondiales de l'UE.
- En 2000, les importations canadiennes en provenance de l'UE se sont chiffrées à 36,9 milliards de dollars et comprenaient les machines et engins mécaniques, les produits minéraux, le matériel de transport, les produits chimiques et les produits électriques et électroniques.
- En l'an 2000, les importations canadiennes en provenance de l'UE ont représenté 10,3 p. 100 environ des importations canadiennes totales, qui s'élevaient à 356,7 milliards de dollars; elles équivalaient à 2,2 p. 100 des exportations totales de l'UE.
- Aujourd'hui, le produit intérieur brut (PIB) de l'UE et celui des États-Unis se disputent le premier rang mondial. Avec ses 376 millions d'habitants, son énorme marché et sa production de biens et de services considérable et variée, l'UE comptait en l'an 2000 pour 20 p. 100 de l'ensemble du PIB mondial, contre 22 p. 100 pour les États-Unis et 2 p. 100 pour le Canada.
- L'UE est en outre le premier exportateur mondial de produits et de services. En 2000, ses exportations ont représenté 36 p. 100 de toutes les exportations de biens et de services dans le monde, par rapport à 14,2 p. 100 pour les exportations américaines et 4,2 p. 100 pour les exportations canadiennes. En 2000, la population de l'UE comptait pour 6,2 p. 100 de la population mondiale, contre 4,6 p. 100 pour les États-Unis et 0,5 p. 100 pour le Canada.
- En 2000, les investissements directs de l'UE au Canada valaient 77,8 milliards de dollars, sur un total de 291,5 milliards pour l'ensemble des investissements étrangers directs au Canada. Si l'on fait abstraction des investissements étrangers directs américains, presque les trois quarts de l'investissement étranger direct au Canada proviennent de l'UE.
- On a évalué à 53,9 milliards de dollars les investissements canadiens directs dans les pays de l'UE en 2000; le total de l'investissement direct du Canada à l'étranger était de 301,4 milliards de dollars. Les deux tiers des investissements du Canada dans l'UE se font au Royaume-Uni et en Irlande.

UNION EUROPÉENNE

Sièges des institutions : Bruxelles, Strasbourg,
Luxembourg

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

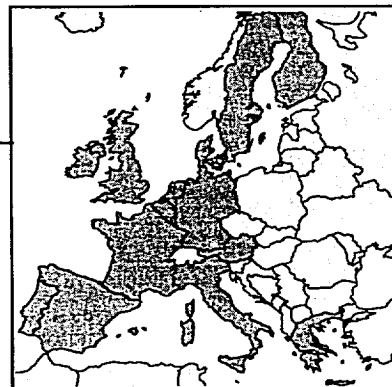
3 241 380 km²

Population

376 millions d'habitants (2000)

Principales langues

Allemand, anglais, danois, espagnol, finnois, français, grec, italien,
néerlandais, portugais, suédois



DONNÉES POLITIQUES

Type d'organisation

Association d'États mettant une partie de leur
souveraineté en commun : Allemagne, Autriche,
Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, France,
Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas,
Portugal, Royaume-Uni et Suède

Principales institutions

Conseil de l'Union européenne,
Commission européenne, Parlement européen,
Cour européenne de justice

Président de la Commission européenne

Romano Prodi

Commissaire chargé des relations extérieures

Christopher Patten

Commissaire chargé du commerce

Pascal Lamy

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB nominal

7,8 billions de dollars américains (2000)

Taux d'inflation

2,1 % (2000)

Taux de croissance du PIB réel

3,4 % (2000)

Taux de chômage

8,3 % (2000)

PIB par habitant

20 826 \$US (2000)

Principales exportations

Machines, machines électriques, véhicules, aéronefs, astronefs, produits chimiques organiques, produits
pharmaceutiques

Principales importations

Machines, machines électriques, combustibles minéraux, pétrole, véhicules, instruments médicaux

Principales exportations vers le Canada

36,9 milliards de dollars (2000), en machines et engins mécaniques, produits minéraux, matériel de transport,
produits chimiques, produits électriques et électroniques

Principales importations du Canada

19 milliards de dollars (2000), en pâtes et papiers, matériel de transport, machines et engins mécaniques

Représentant du Canada

M. James Bartleman, Ambassadeur, Mission du Canada auprès de l'Union européenne, Avenue de Tervuren 2, B-1040 Bruxelles, Belgique
Téléphone : (011-32-2) 741-0660, Télécopieur : (011-32-2) 741-0629, Site Web : www.dfait-maeci.gc.ca/eu-mission

Le président de la Commission européenne, M. Romano Prodi

M. Romano Prodi est né le 9 août 1939 à Scandiano (Reggio Emilia), en Italie. Diplômé en droit de l'Université catholique de Milan en 1961, il a par la suite étudié à la London School of Economics.

M. Prodi a enseigné à l'Université de Bologne, d'abord comme assistant, puis comme professeur d'économie et de politique industrielle. Au cours de sa carrière universitaire, il a aussi travaillé à l'Institut Lombard d'études économiques et sociales, et aux universités Stanford et Harvard. M. Prodi a fait des recherches sur l'économie et les politiques industrielles et a rédigé de nombreux documents scientifiques, notamment sur la politique industrielle européenne, les entreprises publiques italiennes, l'énergie et le mode de fonctionnement de divers régimes économiques. Il a aussi été conseiller économique du pape Jean Paul II pour l'Europe de l'Est.

En 1978 et 1979, M. Prodi a été ministre de l'Industrie dans le gouvernement italien. De 1982 à 1989, et à nouveau en 1993 et 1994, il a occupé la présidence de l'Institut de la reconstruction industrielle, qui relève de l'État. À la tête de la Coalition de l'olivier, il a exercé les fonctions de premier ministre de l'Italie de 1996 à 1998.

M. Prodi est devenu président de la Commission européenne en septembre 1999.

M. Prodi est marié et a deux enfants.

Le commissaire chargé du commerce à la Commission européenne, M. Pascal Lamy

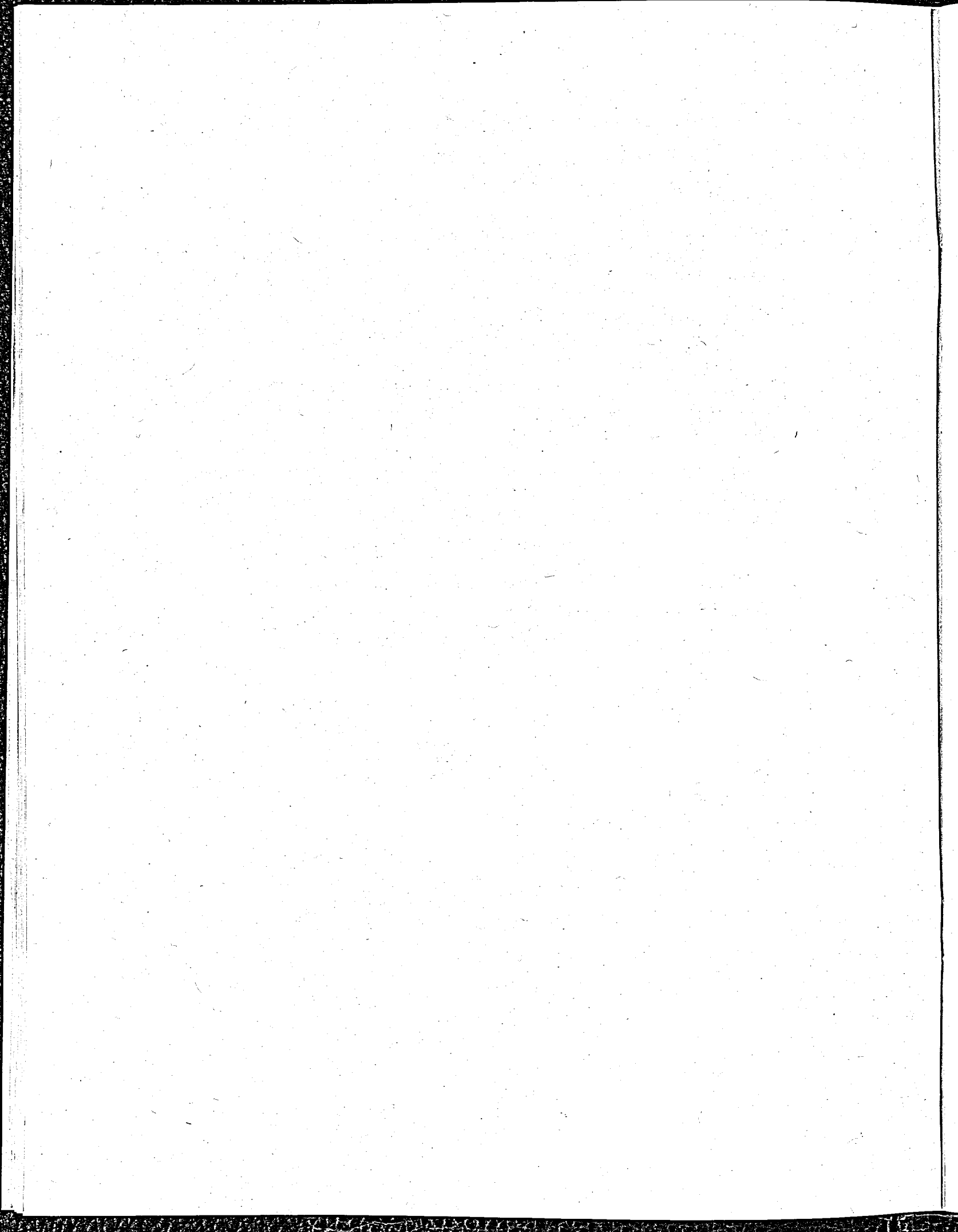
M. Pascal Lamy est né le 8 avril 1947 à Levallois-Perret, en France. Il a reçu sa formation à l'École des hautes études commerciales, à l'Institut d'études politiques de Paris et à l'École nationale d'administration.

De 1975 à 1981, comme fonctionnaire du gouvernement français, M. Lamy a travaillé à l'Inspection générale des finances, puis à la Direction du Trésor. Il a été conseiller auprès du ministre de l'Économie et des Finances de 1981 à 1983. Après avoir été directeur adjoint du cabinet du premier ministre en 1983 et 1984, il a été, de 1985 à 1994, directeur de cabinet du président de la Commission européenne.

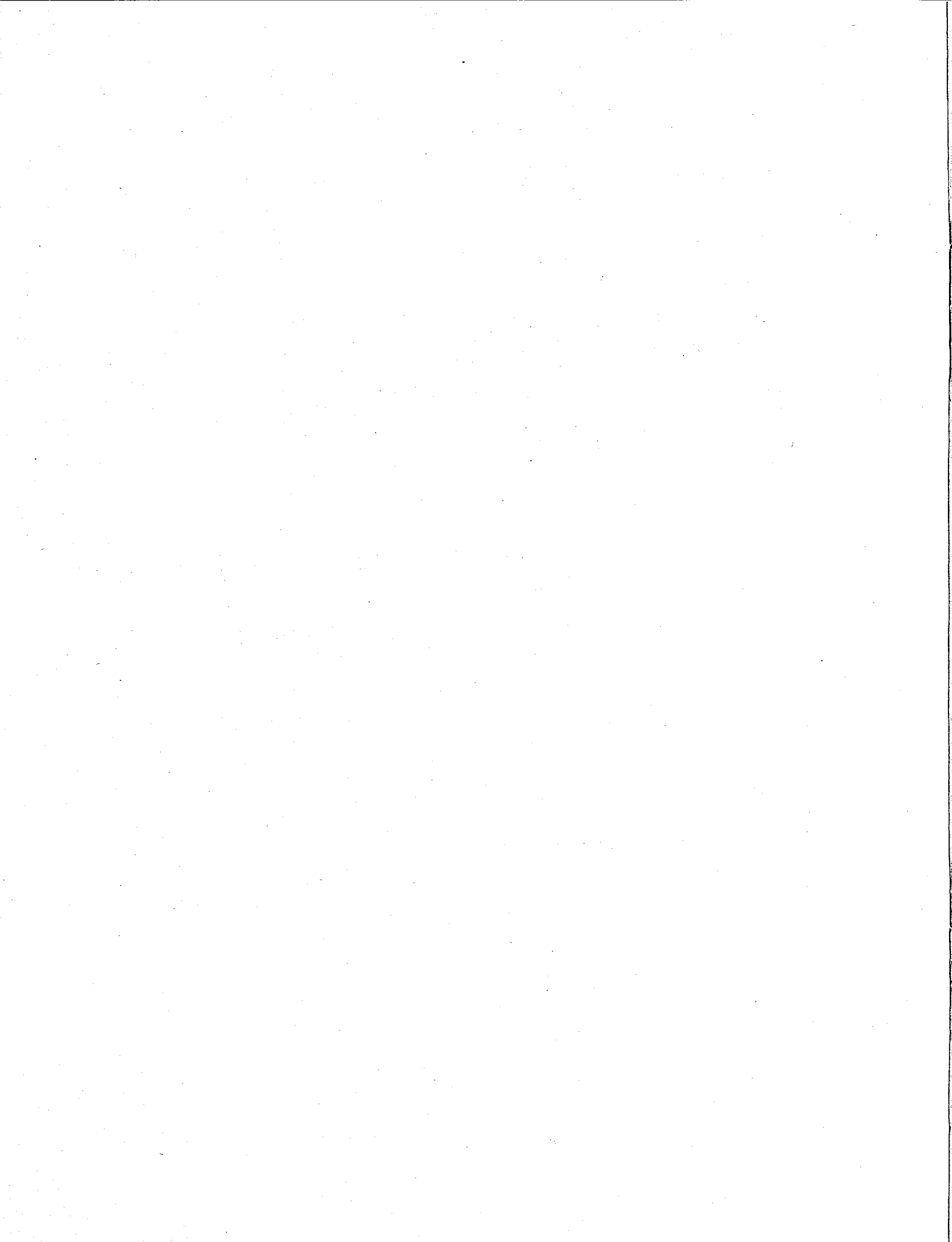
De 1985 à 1994, M. Lamy a été membre du Comité directeur du Parti socialiste et a été collaborateur spécial à la préparation des sommets du G7. Il est membre du Bureau du Mouvement européen depuis 1995. Il est devenu directeur général du Crédit Lyonnais en 1999.

M. Lamy est commissaire chargé du commerce à la Commission européenne depuis septembre 1999.

M. Lamy est marié et a trois enfants.



Notices biographiques canadiennes



Le premier ministre du Canada, M. Jean Chrétien

M. Jean Chrétien est né à Shawinigan, au Québec, le 11 janvier 1934. Il a fait ses études de droit à l'Université Laval. Reçu au barreau en 1959, il s'est joint à un cabinet d'avocats de Shawinigan.

Candidat du Parti libéral du Canada, M. Chrétien a été élu pour la première fois à la Chambre des communes en 1963. Réélu en 1965, il a été nommé secrétaire parlementaire du premier ministre Lester B. Pearson et, en 1966, du ministre des Finances. En 1967, il est devenu ministre d'État aux Finances et, en 1968, ministre du Revenu national.

Réélu cinq fois entre 1968 et 1980, M. Chrétien s'est vu confier plusieurs portefeuilles, entre autres : Affaires indiennes et Développement du Nord; Industrie et Commerce; Finances; Justice; Énergie, Mines et Ressources. Il a été président du Conseil du Trésor de 1974 à 1976, puis nommé vice-premier ministre et secrétaire d'État aux Affaires extérieures en 1984.

Après les élections de 1984, les libéraux ont formé l'opposition officielle, dont M. Chrétien est devenu porte-parole pour les affaires extérieures. Il a quitté la politique en 1986. Jusqu'en 1990, il a pratiqué le droit au sein du cabinet Lang Michener Lawrence and Shaw. Il était aussi conseiller principal de la Gordon Capital Corp.

En 1990, M. Chrétien est revenu à la politique et a été élu chef du Parti libéral du Canada. Élu cette année-là à la Chambre des communes à la faveur d'une élection partielle, il a prêté serment à titre de chef de l'opposition.

M. Chrétien est devenu premier ministre du Canada le 4 novembre 1993, son parti ayant gagné la majorité des sièges à la Chambre des communes. Aux élections de 1997 et de novembre 2000, il a été réélu comme député de la circonscription de Saint-Maurice, au Québec, menant chaque fois son parti à la victoire et à la formation de gouvernements majoritaires.

M. Chrétien et sa femme, Aline, ont trois enfants.

Le ministre des Affaires étrangères, M. John Manley

M. John Manley est né à Ottawa le 5 janvier 1950. Il a obtenu un baccalauréat ès arts de l'Université Carleton en 1971 et un diplôme en droit de l'Université d'Ottawa en 1976.

Alors qu'il étudiait le droit, M. Manley a fait un stage auprès du juge en chef de la Cour suprême du Canada, M. Bora Laskin. Avant de se lancer en politique, il était associé d'un cabinet d'avocats d'Ottawa, où il était spécialiste du droit commercial et fiscal. Il a également donné des cours de fiscalité à l'Université d'Ottawa, et, en 1985 et 1986, a présidé la Chambre de commerce d'Ottawa-Carleton.

Élu pour la première fois au Parlement en 1988 comme candidat du Parti libéral du Canada, M. Manley a été réélu trois fois comme député. Il a été nommé ministre de l'Industrie en 1993.

M. Manley est devenu ministre des Affaires étrangères le 17 octobre 2000.

M. Manley et sa femme, Judith, ont trois enfants.

Le ministre du Commerce international, M. Pierre Pettigrew

M. Pierre Pettigrew est né à Québec le 18 avril 1951. Il a obtenu un baccalauréat en philosophie de l'Université du Québec à Trois-Rivières en 1972 et une maîtrise en relations internationales de l'Université d'Oxford, en 1976.

De 1976 à 1978, M. Pettigrew a été directeur de la Commission politique de l'Assemblée de l'OTAN à Bruxelles. Il a été adjoint exécutif du chef du Parti libéral du Québec de 1978 à 1981, puis conseiller en politique étrangère du premier ministre du Canada de 1981 à 1984.

M. Pettigrew a été, de 1985 à 1995, vice-président de Samson Bélair/Deloitte & Touche International, Montréal, où il a réalisé des études économiques sur les effets de la mondialisation sur divers secteurs industriels. En 1994, il a coprésidé le premier Forum national sur les relations internationales du Canada.

M. Pettigrew est le député libéral de la circonscription de Papineau–Saint-Denis, au Québec, s'étant fait élire à la Chambre des communes en 1996, en 1997 et en novembre 2000.

M. Pettigrew a été nommé au Cabinet fédéral en 1996, comme ministre de la Coopération internationale et ministre responsable de la Francophonie. Il a ensuite servi en qualité de ministre du Développement des ressources humaines jusqu'en 1999.

M. Pettigrew a été nommé ministre du Commerce international le 3 août 1999.

Notes

doc
CA1
EA
2001V37
EXF

.b3527025 (E)
.b3527037 (F)



Visit to Sweden by Prime Minister Jean Chrétien

June 20–22, 2001

and

Canada–European Union Summit

June 21, 2001

Stockholm

Background Information

Canada

EUROPEAN UNION
C A N A D A 25
UNION EUROPÉENNE





Visit to Sweden by Prime Minister Jean Chrétien

June 20-22, 2001

and

Canada-European Union Summit

June 21, 2001

Stockholm

Dept. of Foreign Affairs
Min. des Affaires étrangères

AOUT 22 2001
AUG 22 2001

Return to Departmental Library
Retourner à la bibliothèque du Ministère

Background Information



62210032ce) b 3527025
62210314 (P) b 3527027



Department of Foreign Affairs
and International Trade

Ministère des Affaires étrangères
et du Commerce international

*Printed on
recycled paper*



*Imprimé sur du
papier recyclé*



Printed in Canada
Imprimé au Canada

Contents

Visit to Sweden

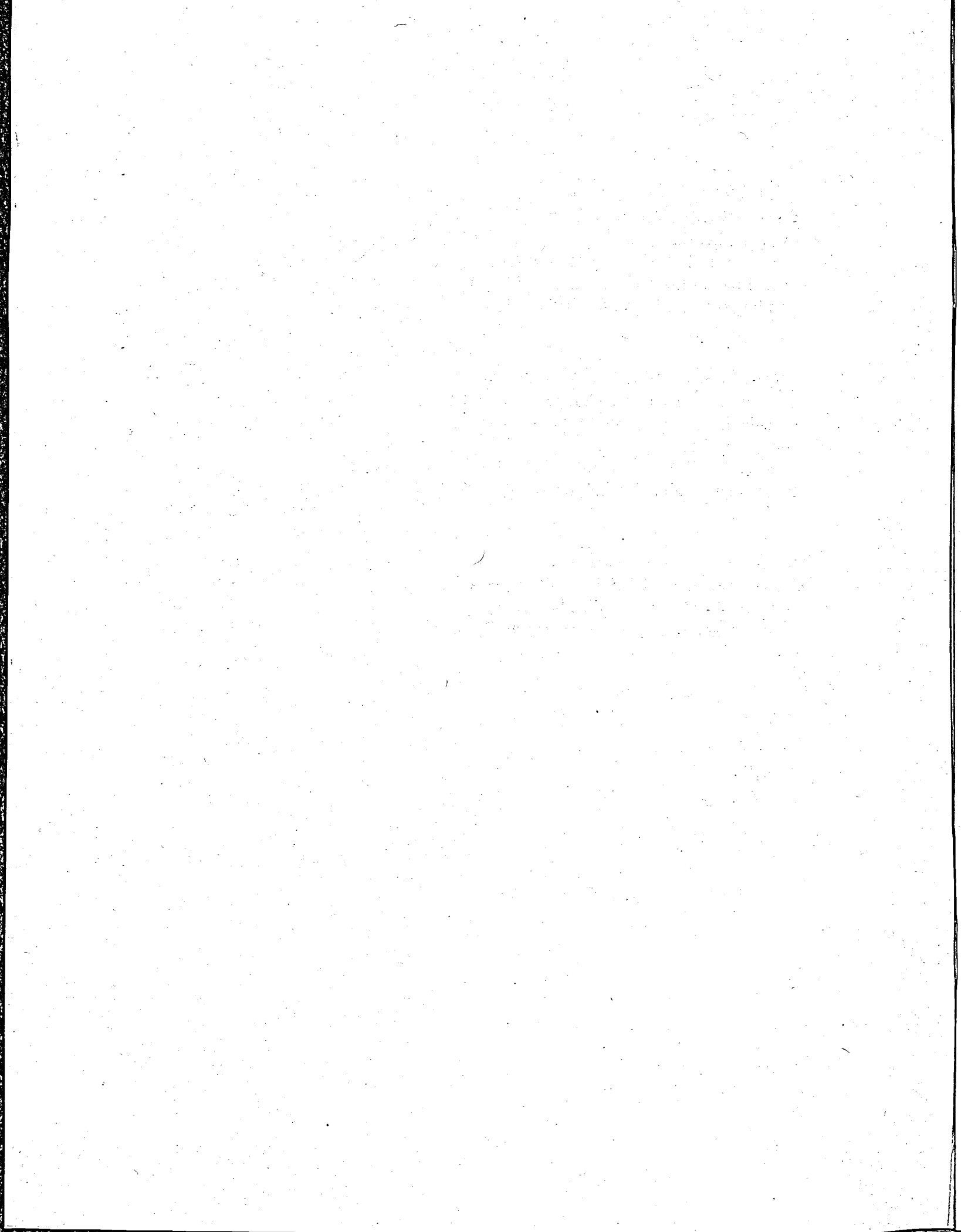
- Canada–Sweden Relations 3
- Sweden (fact sheet) 6
- Göran Persson, Prime Minister of Sweden 7
- Anna Lindh, Minister of Foreign Affairs 8
- Leif Pagrotsky, Minister for Trade and Nordic Co-operation 9

Canada–European Union Summit

- Canada–European Union Co-operation Over 25 years 13
- Canada–European Union Relations 14
- European Union (fact sheet) 17
- Romano Prodi, President of the European Commission 18
- Pascal Lamy, Commissioner for Trade, European Commission 19

Canadian Biographies

- Jean Chrétien, Prime Minister of Canada 23
- John Manley, Minister of Foreign Affairs 24
- Pierre Pettigrew, Minister for International Trade 25



Visit to Sweden



Canada–Sweden Relations

- Relations between Canada and Sweden are positive, constructive and essentially free of irritants. The common elements in the outlook of the two nations have led to similar commitments to UN reform, peacekeeping, development assistance, an improved environment, democratic development, human rights and the emerging agenda on human security and conflict prevention.
- Following successful collaboration on the anti-personnel landmine ban treaty, Canada and Sweden with a number of other countries are investigating the problem of the manufacture and trade in light weapons and small arms.
- Canada and Sweden are engaged in efforts to create a child protection focal point with the Organization for Security and Cooperation in Europe.
- The Swedish Minister for Development Co-operation, Migration and Asylum Policy addressed the Winnipeg Conference on War-Affected Children in September 2000, and the Canadian Minister for International Cooperation spoke in Stockholm in March 2001 at the European Union seminar on children affected by armed conflict and forced displacement.
- Canada and Sweden work closely together on the Arctic Council — a group of countries and organizations working on issues such as sustainable development, environmental monitoring, and conservation in the circumpolar region.
- In the 1996 census, one per cent of Canadians identified themselves as being either fully or partially Swedish by ethnic origin.

Trade and investment

- The volume of trade between Canada and Sweden is growing. Canada's exports to Sweden reached \$355 million in 2000. While Swedish exports to Canada totalled nearly \$1.8 billion, Canada's main exports to Sweden were zinc and lead ores, machinery (including electrical), wood, aircraft and spacecraft parts, fish and seafood, vehicles, tools and cutlery, and medical instruments. Sweden's main exports to Canada were machinery (including electrical), pharmaceutical products, vehicles, iron and steel, medical instruments, tools and cutlery, furniture and bedding, and plastic.
- In 2000, the total of Swedish direct investment in Canada stood at nearly \$2.31 billion, an increase of more than 250 per cent over the past 10 years. This makes Sweden the seventh-largest European investor in Canada and

the world's 10th-largest investor in Canada. Swedish investment in Canada is mainly in the pharmaceutical, telecommunications, machinery and transportation sectors.

- In 2000, Canadian foreign direct investment in Sweden surpassed \$1 billion for the first time, up from \$27 million in 1990. This is the fastest growth rate for Canadian investment in Europe.
- In recent years, Canada's Industry Minister and the Finance deputy minister have travelled to Sweden several times, most recently in June 2000, to attract Swedish investment to Canada and to promote increased business relations through the Canadian Swedish Business Association.
- The Canadian Swedish Business Association is a non-profit organization promoting trade and investment between Canada and Sweden. It was founded in Stockholm in 1995, and the first Canadian chapter opened in Halifax in 1996. Other Canadian chapters have opened in Montreal and Ottawa. The association has nearly 200 members, with Swedish chapters in Stockholm, Göteborg, Malmö and Umeå.
- The Swedish-Canadian Chamber of Commerce, based in Toronto, was created in 1965 in order to help Swedish trade commissioners extend contacts with Canadian companies. It has 200 corporate, small business, and individual members.
- As patron of the Swedish Academy of Science and Engineering, the King of Sweden visited Canada in September 1999 to study key Canadian technology industries as well as research and educational institutions.

Cultural and academic relations

- Canada and Sweden have extensive cultural visits each year. In 2000, these included performances by The Cullberg Ballet in Montreal and Ottawa and by the Real Group, a Swedish vocal ensemble, in St. John's, Newfoundland.
- Within the Canada-European Community Program for Co-operation in Education and Training, Canadian and Swedish universities are co-operating on two multinational projects dealing with public policy and teacher education.
- In 1999, Swedish composer Karin Rehnqvist accompanied a Canada-Sweden research voyage into the Canadian Arctic on the icebreaker Odin. The voyage inspired her composition of the symphony,

Arktis! Arktis!, which was performed by the Winnipeg Symphony Orchestra in Winnipeg in May 2001 in honour of the Canada–Sweden and the European Union Arctic Science Workshop.

- The Canadian and Swedish embassies operate a Sweden–Canada Youth Exchange Program aimed at Canadian citizens between 18 and 30 years who are interested in a working vacation overseas.
- In October 2000, Canada won the Stockholm Challenge Award in the culture and entertainment category for its Digital Collections Project — more than 2,300 young Canadians created over 350 Web sites featuring original Canadian curriculum and learning resources.

SWEDEN

Capital: Stockholm

GEODATA

Area

449,964 km²

Major language

Swedish

Major religious groups

Evangelical Lutheran (94%), Roman Catholic (1.5%)

Surrounding countries

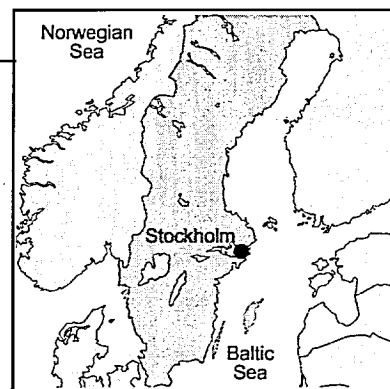
Denmark, Finland, Norway

Population

8.87 million (July 2000 est.)

Population growth rate

0.02% (2000 est.)



POLITICAL DATA

Type of government

Constitutional monarchy

National legislature

Unicameral: Chamber of Deputies (Riksdag); multiparty

Leaders

King Carl XVI Gustaf

Prime Minister Göran Persson

Minister of Foreign Affairs

Anna Lindh

Minister of Finance

Bosse Ringholm

UN Human Development Index (2000)

Sweden ranks 6th among 174 countries

ECONOMIC DATA

GDP

\$334 billion US (2000)

GDP growth rate

2.9% (2000)

GDP per capita

\$37,618 US (2000)

Inflation rate

1.1% (2000)

Unemployment rate

4.0% (2000)

Main exports

Machinery, motor vehicles, paper products, pulp and wood, iron and steel products, chemicals

Main imports

Machinery, petroleum and petroleum products, chemicals, motor vehicles, iron and steel, foodstuffs, clothing

Main exports to Canada

\$1.8 billion (2000), including machinery (including electrical), pharmaceutical products, vehicles, iron and steel, medical instruments, tools and cutlery, furniture and bedding, plastic

Main imports from Canada

\$355 million (2000), including zinc and lead ores, machinery (including electrical), wood, aircraft/spacecraft (parts), fish and seafood, vehicles, tools and cutlery, medical instruments

Canadian Representative

Philippe Kirsch, Ambassador, The Canadian Embassy, Tegelbacken 4, 7th Floor (P.O. Box 16 129) Stockholm, S-103 23, Sweden
Phone: (011-46-8) 453-3000, Fax: (011-46-8) 24 24 91, Web site: www.canadaemb.se

Göran Persson

Prime Minister of Sweden

Göran Persson was born on January 20, 1949, in Vingåker. He completed a senior secondary school engineering course and carried out several years of university study.

Mr. Persson has held various roles with the Social Democratic Youth League and the Workers' Association and has worked in education administration.

During the 1970s, Mr. Persson completed military service, was the secretary of the Workers' Education Association in Sörmland, was vice-chairman of the Board at the Oppunda Savings Bank, and chaired the Co-operative Consumers' Association in Sörmland.

Mr. Persson was elected as a member of parliament in 1979 and was first named to the cabinet in 1989. He has chaired several parliamentary committees and sat on a number of national boards. Mr. Persson joined the Executive Committee of the Social Democratic Party in 1993 and became its chairman in 1996. He was Finance Minister from 1994 until becoming Prime Minister in 1996.

Mr. Persson is married and has two children.

Anna Lindh

Minister of Foreign Affairs

Anna Lindh was born on June 19, 1957, in Enskede. She completed a law degree in Uppsala University in 1982.

From 1982–1983, she served as a court clerk at the Stockholm District Court.

Ms. Lindh has chaired the National Council of Swedish Youth and the Social Democratic Youth League. She was a member of the parliamentary standing committee on taxation from 1982 to 1985 and chaired the government's Council on Alcohol and Drug Policies from 1986 to 1990. She also chaired the Stockholm City Cultural Committee, the City Theatre of Stockholm, and the Committee for Home Affairs of the Party of European Socialists.

A member of the Social Democratic Party Executive Committee since 1991, Ms. Lindh was the Minister of the Environment from 1994 until her appointment as Minister of Foreign Affairs in 1998.

Ms. Lindh and her husband have two children.

Leif Pagrotsky

Minister for Trade and Nordic Co-operation

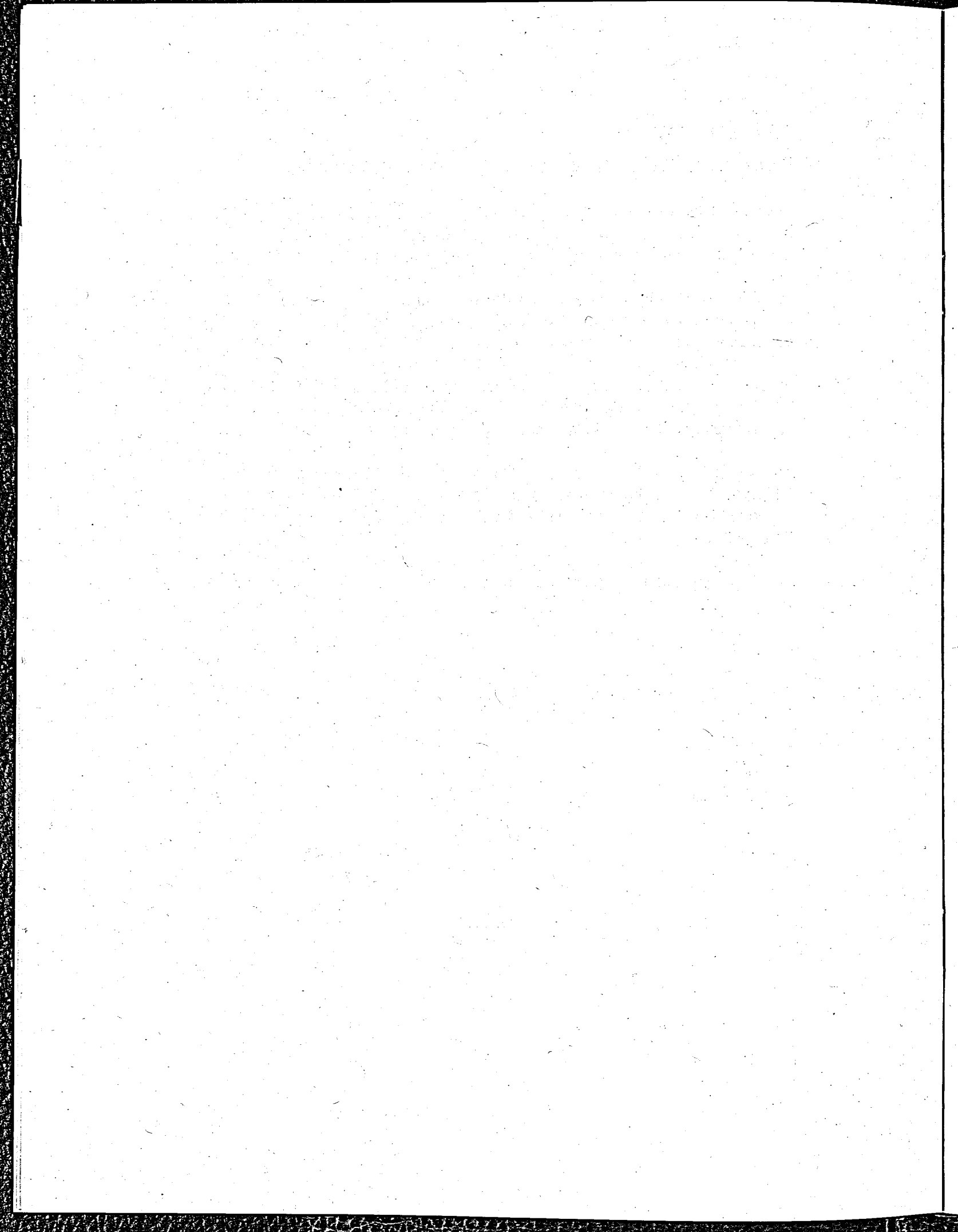
Leif Pagrotsky was born on October 20, 1951, in Göteborg. He obtained a bachelor of arts degree from Göteborg University in 1971 and graduated with a master's degree in business administration and science in 1974.

Mr. Pagrotsky has had assignments with the Organisation for Economic Co-operation and Development and the European Investment Bank, as well as memberships on boards of directors of state-owned companies.

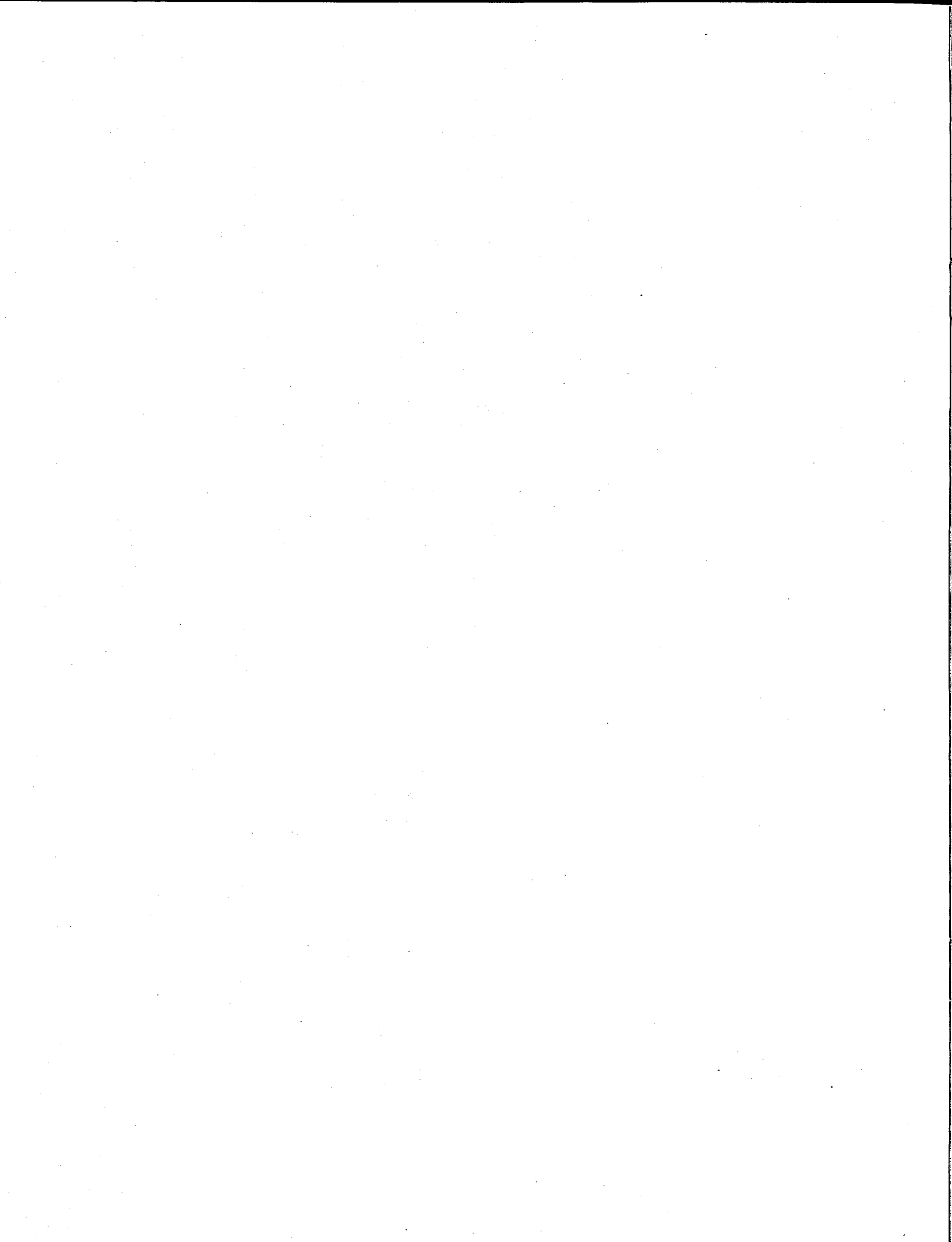
From 1977 to 1982, Mr. Pagrotsky was the Minister of Finance. From 1987 until 1996, his posts included director in the Prime Minister's Office, and undersecretary of state at the Ministry of Finance.

Mr. Pagrotsky joined the cabinet in 1996 as Minister in the Prime Minister's Office, and he was appointed Minister of Trade in 1997. In 1998, he was appointed Minister for Trade and Nordic Co-operation in the Ministry of Foreign Affairs.

Mr. Pagrotsky and his partner have two children.



Canada-European Union Summit



Canada–European Union Co-operation Over 25 years

The year 2001 marks the 25th anniversary of formal co-operation between Canada and the European Union under a framework agreement signed in 1976. This anniversary is being celebrated throughout the year with cultural, academic and trade activities in Canada and in several European Union member states.

Canada has planned special events with Sweden and Belgium, the two countries successively holding the European Union presidency in 2001. These events are an opportunity to make the sustained and productive relationship better known to citizens on both sides of the Atlantic and to promote the values shared by Canadians and Europeans.

The 1976 Framework Agreement for Commercial and Economic Co-operation first aimed at facilitating trans-Atlantic trade between Canada and the European Economic Community. The 1996 Political Declaration and Action Plan extended co-operation to foreign and security policy issues, development and humanitarian assistance, the environment, and transnational crime and migration issues.

Over the past 25 years, the business and political communities of Canada and European Union nations have established networks that will be key to even more active trade and political relations during the 21st century.

Canada–European Union Relations

- The European Union (EU) comprises 15 member states: Austria, Belgium, Denmark, Finland, France, Germany, Greece, Ireland, Italy, Luxembourg, Netherlands, Portugal, Spain, Sweden and the United Kingdom.
- The EU is Canada's second most important trading partner and a key investment partner. It is a principal player in international political and socio-economic issues.
- Apart from their historical and demographic ties, Canada and the EU share a common dedication to democratic political values. They work closely together in responding to global issues. They also share common interests in ensuring a liberalized global trading regime.
- Canada and the EU have adopted agreements on co-operation in a wide range of areas.
- Since 1996, when Canada and the European Union signed the Political Declaration and Action Plan, their already close relations have strengthened. Consultations at different levels are held on many issues, including human rights, northern co-operation, and trade and economic issues.
- Canada and the EU hold regular meetings at the prime ministerial and ministerial levels. The Canada–EU Summit is held every six months to coincide with the EU's rotating presidency.
- At the December 2000 summit held in Ottawa, Canada's Prime Minister and European leaders renewed the Canada–EU Higher Education and Training Agreement and adopted joint statements on security and defence, on justice and home affairs, on development assistance co-operation, and on the Galileo satellite navigation project, which will provide global positioning signals by 2007. At the previous summit, held in June 2000 in Lisbon, leaders issued joint statements on peace building and conflict prevention and on the World Trade Organization.
- At the political and expert levels, Canada and the EU regularly discuss political and regional issues of common concern. These include human rights, small arms, nuclear non-proliferation, the Middle East, Africa, Eastern Europe, and Central Asia. As well, trade consultations are held each year.

- In the justice and home affairs sector, Canada and the EU are strengthening their common efforts to combat transnational organized crime, illegal immigration, terrorism, and drug trafficking.
- The Canada–EU Program for Co-operation in Higher Education and Training benefits more than 125 post-secondary institutions in Canada and Europe and more than 1,000 students. It aims to facilitate student mobility, encourage exchange programs, and support education, training and internship.

Trade and investment

- Under the EU-Canada Trade Initiative, Canada and the European Union are working to improve market access and economic co-operation. Issues include regulatory co-operation, services, government procurement, intellectual property, competition issues, cultural co-operation, business-to-business contacts, and electronic commerce. The initiative also calls for both parties to consult on multilateral trade issues.
- The trade initiative has created the Canada–Europe Round Table for European and Canadian firms with a strong commitment to transatlantic business. The round table provides a structure for business leaders to develop their views on government policies affecting their interests. It also introduces members and other interested firms to business opportunities in other countries.
- As with any extensive economic relationship, trade irritants can be found in the Canada–EU relationship. Some examples include genetically modified organisms, hormone-treated beef, pinewood nematode and liquor boards. Efforts are continuing to address these and other issues.
- Canada–EU two-way trade totalled nearly \$56 billion in 2000.
- Canadian exports to the EU were valued at \$19 billion in 2000 and consisted mainly of pulp and paper, transportation products, and machinery and mechanical appliances.
- Second only to the U.S., the EU is consistently the most important destination for Canadian exports. Leaving aside exports to the U.S., the EU's share of Canada's remaining exports has averaged about 33 per cent between 1996 and 2000. Canada's exports to the EU in 2000 represented 4.6 per cent of Canada's total exports of \$412.2 billion and 1.8 per cent of the EU's global imports.

- Imports from the EU in 2000 totalled \$36.9 billion and included machinery and mechanical appliances, mineral products, transportation equipment, chemicals, and electrical and electronic products.
- In 2000, Canadian imports from the European Union represented 10.3 per cent of Canada's total imports of \$356.7 billion and 2.2 per cent of all European Union exports.
- The European Union today rivals the United States for the world's largest gross domestic product (GDP). With its population of 376 million, its enormous market, and its vast and varied output of goods and services, the EU held a 20 per cent share of the world's aggregate GDP in 2000, compared with 22 per cent for the U.S. and 2 per cent for Canada.
- The EU is also the world's largest exporter of goods and services, accounting for 36 per cent of the world total in 2000. The U.S. accounted for 14.2 per cent and Canada for 4.2 per cent. In 2000, the EU had 6.2 per cent of the world's population, the U.S. 4.6 per cent and Canada 0.5 per cent.
- Total EU direct investment in Canada in 2000 was \$77.8 billion; total foreign direct investment in Canada was \$291.5 billion. The EU provides nearly three-quarters of the non-U.S. foreign direct investment in Canada.
- Total Canadian direct investment in the EU in 2000 was \$53.9 billion; total Canadian direct investment abroad was 301.4 billion. The United Kingdom and Ireland account for two-thirds of Canadian investment in the EU.

EUROPEAN UNION

Headquarters: Brussels, Strasbourg, Luxembourg

GEODATA

Area

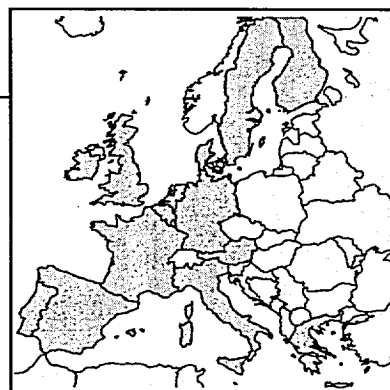
3,241,380 km²

Population

376 million (2000)

Major languages

Danish, Dutch, English, Finnish, French, German, Greek, Italian, Portuguese, Spanish, Swedish



POLITICAL DATA

Type of organization

Partially sovereign treaty organization comprising Austria, Belgium, Denmark, Finland, France, Germany, Greece, Ireland, Italy, Luxembourg, the Netherlands, Portugal, Spain, Sweden and the United Kingdom

President of the European Commission

Romano Prodi

Commissioner for External Affairs

Christopher Patten

Commissioner for Trade

Pascal Lamy

Major institutions

Council of the European Union, European Commission, European Parliament, European Court of Justice

ECONOMIC DATA

Nominal GDP

\$7.8 trillion US (2000)

Inflation rate

2.1% (2000)

Real GDP growth rate

3.4% (2000)

Unemployment rate

8.3% (2000)

GDP per capita

\$20,826 US (2000)

Main exports

Machinery, electrical machinery, vehicles, aircraft, spacecraft, organic chemicals, pharmaceutical products

Main imports

Machinery, electrical machinery, mineral fuels, oil, vehicles, medical instruments

Main exports to Canada

\$36.9 billion (2000), including machinery and mechanical appliances, mineral products, transportation equipment, chemicals, electrical and electronic products

Main imports from Canada

\$19 billion (2000), including pulp and paper, transportation products, machinery and mechanical appliances

Canadian Representative

James Bartleman, Ambassador, The Mission of Canada to the European Union, Avenue de Tervuren 2, B-1040 Brussels, Belgium
Phone: (011-32-2) 741-0660, Fax: (011-32-2) 741-0629, Web site: www.dfait-maeci.gc.ca/eu-mission

Romano Prodi

President of the European Commission

Romano Prodi was born on Aug. 9, 1939, in Scandiano (Reggio Emilia), Italy. He graduated with a law degree from the Catholic University of Milan in 1961 and carried out postgraduate studies at the London School of Economics.

Mr. Prodi was a professor of economics and industrial policy at the University of Bologna. He also worked at the Lombard Institute of Economic and Social Studies and at Stanford and Harvard universities. An expert on economics and industrial policy, Mr. Prodi has written scientific papers on European industrial policy, Italian public enterprise, energy, and the functioning of economic systems. He has also advised Pope John Paul on the economy of Eastern Europe.

In 1978 and 1979, Mr. Prodi was Italy's Minister of Industry. From 1982 to 1989, and again in 1993 and 1994, he was president of IRI, the state-owned industrial reconstruction institute. Mr. Prodi led the Olive Tree coalition to victory in the 1996 Italian general election and served as Prime Minister until 1998.

Mr. Prodi took office as President of the European Commission in September 1999.

Mr. Prodi is married and has two children.

Pascal Lamy

Commissioner for Trade, European Commission

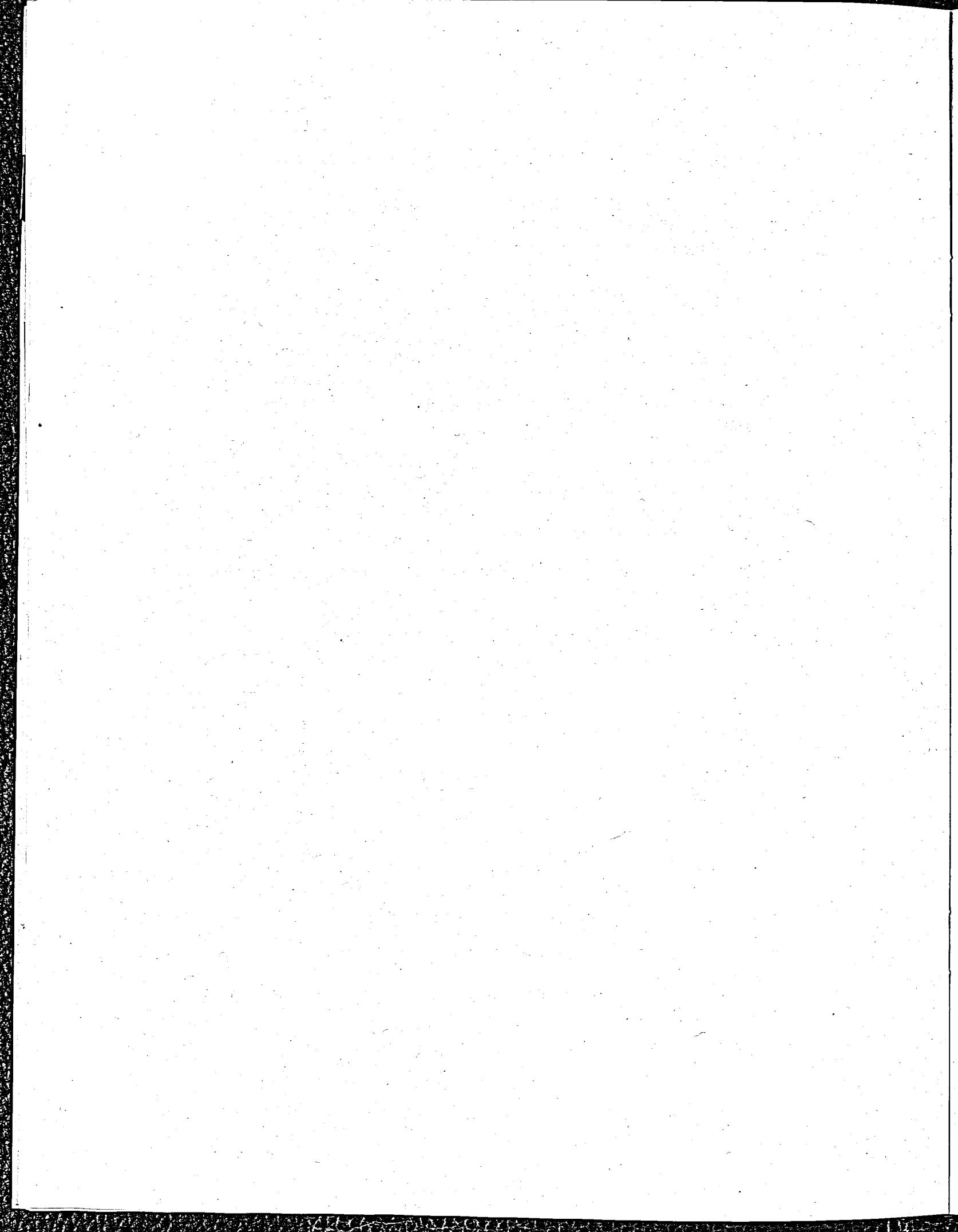
Pascal Lamy was born on April 8, 1947, in Levallois-Perret, France. He is a graduate of the Advanced Business Studies College; the Paris Institute of Political Studies; and the École nationale d'administration, France's senior civil service college.

From 1975 to 1981, Mr. Lamy worked in the French civil service, first with the Inspectorate-General of Finance, and then with the Treasury. He served as an advisor to the Minister for Economic Affairs and Finance from 1981 to 1983. In 1983 and 1984, he was deputy head of the Prime Minister's Office and, from 1985 to 1994, he served as head of the Office of the President of the European Commission.

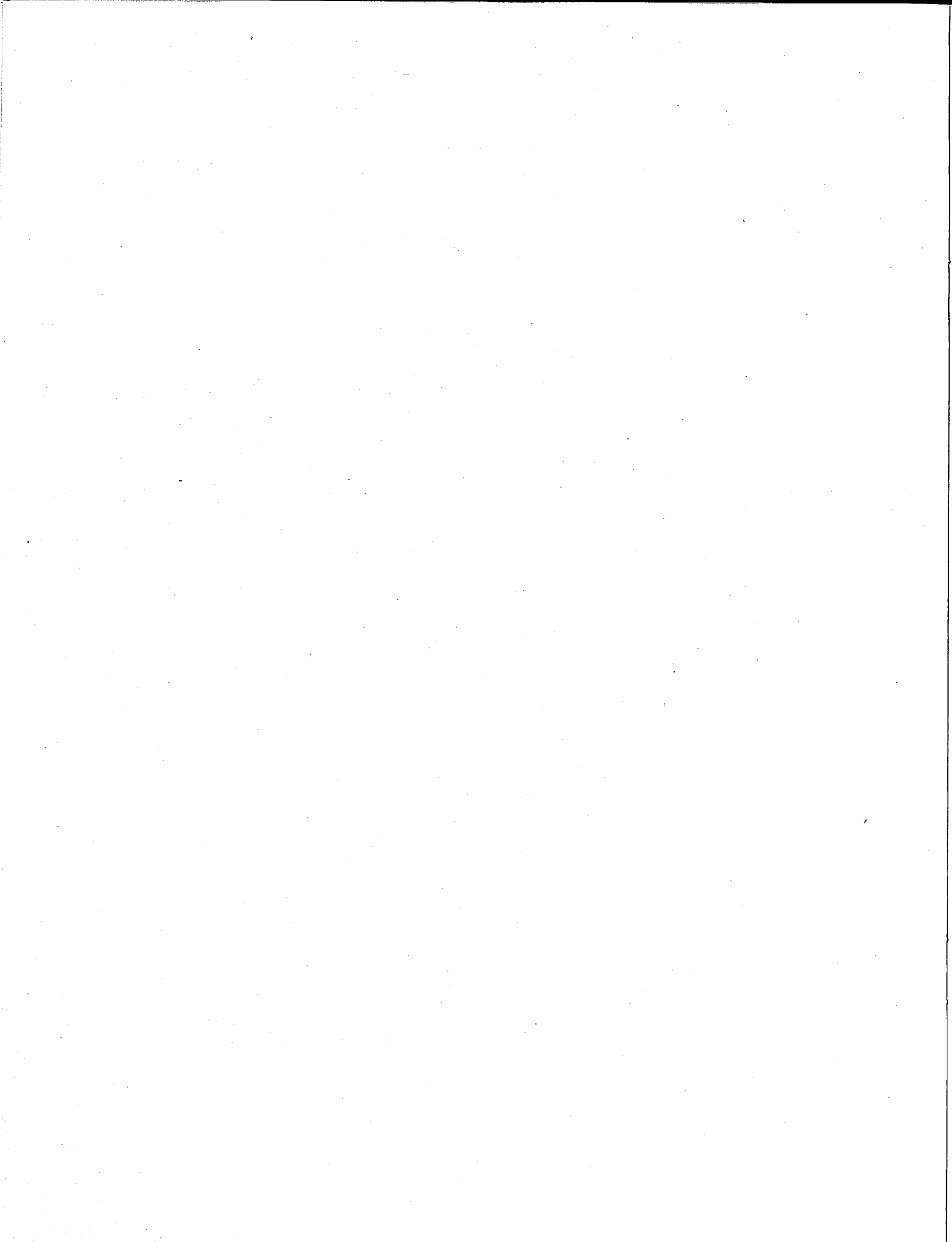
Between 1985 and 1994, Mr. Lamy was a member of the Socialist Party Steering Committee and served as special aide for G-7 summits. He has been a member of the office of the European Movement (France) since 1995. He became director-general of the Crédit Lyonnais in 1999.

Mr. Lamy became the Commissioner for Trade for the European Commission in September 1999.

Mr. Lamy is married and has three children.



Canadian Biographies



Jean Chrétien

Prime Minister of Canada

Born in Shawinigan, Quebec, on Jan. 11, 1934, Jean Chrétien studied law at Laval University. Called to the bar in 1959, he joined a Shawinigan law firm.

A candidate for the Liberal Party of Canada, Mr. Chrétien was first elected to the House of Commons in 1963. After being re-elected in 1965, he was appointed parliamentary secretary to Prime Minister Lester B. Pearson and, in 1966, parliamentary secretary to the Minister of Finance. In 1967, Mr. Chrétien became Minister of State (Finance) and, in 1968, he was appointed Minister of National Revenue.

Re-elected five times between 1968 and 1980, Mr. Chrétien held a number of cabinet portfolios, among them Indian Affairs and Northern Development; Industry, Trade and Commerce; Finance; Justice; and Energy, Mines and Resources. He was President of the Treasury Board from 1974 until 1976, and he was appointed Deputy Prime Minister and Secretary of State for External Affairs in 1984.

Following the election of 1984, the Liberals formed the official Opposition and Mr. Chrétien served as critic for external affairs. In 1986, he left politics. From 1986 to 1990, he was a counsel with the law firm of Lang Michener Lawrence and Shaw. He was also a senior adviser with Gordon Capital Corp.

In 1990, Mr. Chrétien returned to politics and was elected Leader of the Liberal Party. In the same year, he was elected to the House of Commons in a byelection and was sworn in as Leader of the Opposition.

Mr. Chrétien became Prime Minister of Canada on Nov. 4, 1993, after his party won a majority of the seats in the House of Commons. He was re-elected to represent the Quebec riding of Saint-Maurice and to lead majority governments in 1997 and in November 2000.

Mr. Chrétien and his wife, Aline, have three children.

John Manley

Minister of Foreign Affairs

John Manley was born in Ottawa on Jan. 5, 1950. He graduated from Carleton University with a bachelor of arts degree in 1971 and graduated in law from the University of Ottawa in 1976.

While studying law, Mr. Manley clerked for Chief Justice Bora Laskin of the Supreme Court of Canada. Before entering politics, Mr. Manley was a partner in an Ottawa-based law firm, where he specialized in business and income tax law. He also lectured on taxation at the University of Ottawa and, from 1985 to 1986, he chaired the Ottawa-Carleton Board of Trade.

A Liberal Party of Canada candidate, Mr. Manley was first elected to Parliament in 1988. He was re-elected three times as the member for Ottawa South and was appointed Minister of Industry in 1993.

Mr. Manley was appointed Minister of Foreign Affairs on Oct. 17, 2000.

Mr. Manley and his wife, Judith, have three children.

Pierre Pettigrew

Minister for International Trade

Pierre Pettigrew was born in Quebec City on April 18, 1951. He received a bachelor's degree in philosophy from the Trois-Rivières campus of the University of Quebec in 1972 and a master's degree in international relations from Oxford University in 1976.

Mr. Pettigrew served as director of the NATO Assembly's Political Committee in Brussels from 1976 to 1978. He was executive assistant to the Leader of the Quebec Liberal Party from 1978 to 1981 and was foreign policy adviser to the Prime Minister from 1981 to 1984.

Mr. Pettigrew was a vice-president of Samson Belair Deloitte and Touche International, Montreal, from 1985 to 1995, where he conducted economic studies on the impact of globalization on various industrial sectors. In 1994, he co-chaired the First National Forum on Canada's International Relations.

The member of Parliament for the Quebec riding of Papineau–Saint-Denis, Mr. Pettigrew won a seat in the House of Commons in 1996, 1997 and November 2000.

In 1996, Mr. Pettigrew was appointed to the federal Liberal cabinet as Minister for International Cooperation and Minister responsible for Francophonie. He then served as Minister of Human Resources Development until 1999.

Mr. Pettigrew was appointed Minister for International Trade on Aug. 3, 1999.

Notes